

**Discours de Denis Varaschin
Président de l'Université Savoie Mont Blanc**

**Ouverture du séminaire de l'Alliance des Universités de Recherche et de
Formation (AUREF)**

18 juillet 2018 – Mairie d'Annecy

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

En ce moment d'ouverture, mes remerciements s'adressent d'abord à Jean-Luc Rigaut, pour son toujours cordial accueil. Ils se destinent également à vous tous, présidentes et présidents, pour avoir fait confiance à l'Université Savoie Mont Blanc pour vous accueillir et venir la rejoindre en Haute-Savoie.

Bienvenue à l'AUREF en AURA.

Bienvenue à Annecy, Perle et Venise des Alpes.

Bienvenue enfin dans ce bâtiment qui renvoie à l'époque sarde : nous sommes ici dans un territoire-frontière, et même doublement frontière avec la Suisse et l'Italie comme voisines. Cette ouverture ressort d'actualité avec l'actuel projet d'université européenne. Il s'agit d'un défi majeur pour nous tous à l'heure où l'engagement européen, qui ne doit pas être confondu avec la construction européenne, est confronté à l'inquiétante montée des populismes et à la politique du président Trump.

Pour faire face à pareille situation, des universités fortes sont nécessaires. Mais qu'est-ce qu'une université forte ?

Nous le savons, toute construction reflète une idéologie. Depuis quelques années, en France, la pensée dominante est celle des classements, essentiellement fondés sur la recherche, et donc sur la présence des organismes plus que sur les apports des universités. Elle s'alimente d'un discours modernisateur sur la mondialisation et la concentration, à l'heure d'une certaine démondialisation/des mondialisations, de la démassification et du polycentrisme. Elle conçoit la société et son organisation urbaine de manière fixiste alors qu'elles n'ont jamais aussi rapidement évolué. Elle justifie ainsi une stratégie fusionnelle et de concentration des financements, qui autorise une répartition des moyens inéquitable.

D'autres approches ont existé, et existent ailleurs aujourd'hui.

L'AUREF, c'est le fondement de son existence et de son unité, souligne la responsabilité politique, sociale et territoriale de l'université. En effet, si ces éléments étaient pris en compte, si l'excellence était conçue comme plurielle, si l'efficacité de chaque euro public utilisé était réellement prise en compte, le système français apparaîtrait comme l'un des plus performants parmi ceux des grandes nations. Et les universités distinguées ne seraient peut-être pas les mêmes que celles qui sont mises en avant aujourd'hui.

L'AUREF, qui rassemble désormais 35 universités françaises, appelle de ses vœux une évaluation équitable de la politique publique de l'ESR ainsi qu'une stratégie nationale cohérente dans la durée. Pour elle :

- Il n'est pas judicieux entamer le débat par la taille, les structures ou les appâts financiers, les pires entrées qui soient pour l'enseignement supérieur et la recherche.
- Il convient de veiller à la variété de l'écosystème de l'ESR car elle est indispensable à sa dynamique et son renouvellement. Pour cela, la question de la répartition des moyens est fondamentale : nos universités ne peuvent pas tout faire mais elles doivent pouvoir faire très bien ce qu'elles ont légitimement choisi de faire.
- La monospécialisation stricte est à éviter. Chaque établissement doit posséder une stratégie pertinente, et la capacité à la faire réussir.
- Il faut distinguer ce qui relève du contrat, qui incarne la politique nationale, des AAP, dont le caractère dynamisant ponctuel est certain mais qui ont un autre impact, car des financements récurrents sont indispensables pour les activités récurrentes.
- Avec ambition et détermination, toutes les universités françaises doivent devenir des universités européennes.